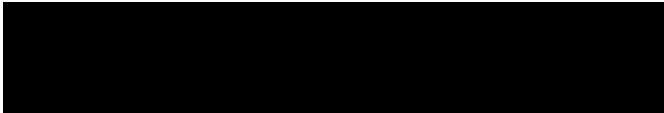




RÉPUBLIQUE  
FRANÇAISE

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

Service émetteur : Direction des Droits des Usagers,  
des Affaires Juridique et de l'Inspection  
Contrôle



Date : Vendredi 22 décembre 2023



Monsieur [REDACTED]  
Directeur  
EHPAD RESIDENCE SAINT-ASTIER  
PRES DE LA SOCIETE  
46150 CATUS

**Lettre envoyée en recommandé avec accusé de réception**

**Objet :** Contrôle sur pièces EHPAD – Clôture de la procédure contradictoire

Notification de décision définitive

**PJ :** Tableau définitif de synthèse des mesures correctives

Tableau des remarques et des recommandations retenues

**V/Réf :** Votre courrier reçu le 15 décembre 2023 par mail

Monsieur le Directeur,

A la suite de la lettre d'intention que je vous ai adressée le 20 novembre 2023 vous m'avez fait part de vos observations dans les délais impartis et transmis tout document complémentaire que vous jugiez nécessaire. L'examen attentif de l'ensemble de ces éléments me conduit à clôturer la procédure contradictoire à la suite de ce contrôle sur pièces.

Le tableau ci-joint, précise les prescriptions maintenues **(6)** et les recommandations maintenues **(9)** avec leur délai de mise en œuvre. En conséquence, je vous invite à communiquer les éléments demandés aux services de la délégation départementale, en charge du suivi de votre structure.

En application des articles L121-1 et L122-1 du Code des relations entre le public et l'administration qui régissent les modalités de la procédure contradictoire préalable, les prescriptions retenues à l'issue de cette procédure ont la valeur d'une décision administrative.

Un recours gracieux motivé peut être adressé à mes services dans un délai de deux mois suivant la notification du présent courrier, étant précisé qu'en l'absence de réponse de l'Administration dans un délai de deux mois à compter de la date de réception de votre recours, celui-ci devra être considéré comme implicitement rejeté.

Dans un délai franc de deux mois à compter de sa notification et sans préjudice d'un éventuel recours hiérarchique auprès de Madame la Ministre des solidarités et des familles, la présente décision ouvre droit à une voie de recours contentieux près du tribunal administratif territorialement compétent qui peut également être saisi par l'application informatique « Télérecours citoyens » accessible sur le site internet « [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr) ».

Je sais pouvoir compter sur votre pleine implication et celle de vos équipes pour poursuivre les réflexions au sein de l'établissement et les démarches d'amélioration déjà engagées.

Je vous prie d'agréer, Monsieur le Directeur, l'expression de mes salutations distinguées.

Le Directeur Général

**Didier JAFFRE**

**Direction des Droits des Usagers, des Affaires Juridiques et de l'Inspection Contrôle**  
**Pôle Régional Inspection Contrôle**

**Tableau définitif de synthèse des mesures correctives**  
**Tableau des remarques et des recommandations retenues**  
**Contrôle sur pièces de l'EHPAD RESIDENCE SAINT ASTIER situé à CATUS (46)**

*Un **écart** est l'expression écrite d'une non-conformité ou d'un non-respect d'obligations légales ou réglementaires juridiquement opposables.*

*Une **remarque** est l'expression écrite d'un défaut ou d'un dysfonctionnement plus ou moins grave qui ne peut être caractérisé au regard d'un texte juridiquement opposable.*

## Tableau définitif de synthèse des mesures correctives retenues

Ecart (7)	Référence réglementaire	Nature de la mesure attendue (Injonction-Prescription)	Proposition de délai de mise en œuvre à compter de la réception du courrier de clôture de la procédure contradictoire	Réponse de l'établissement	Décision du Directeur Général de l'ARS
<p><b>Ecart 1 :</b> En ne disposant pas d'un projet d'établissement valide de moins de 5 ans, l'établissement contrevient aux dispositions de l'article L311-8 du CASF.</p>	Art. L.311-8 du CASF	<b>Prescription 1 :</b> Rédiger le projet d'établissement. Le transmettre à l'ARS.	<b>Effectivité 2024</b>	[REDACTED]	Prescription 1 maintenue  Effectivité 2025
<p><b>Ecart 2 :</b> L'absence de transmission des documents demandés ne permet pas à la mission de s'assurer que le CVS se réunit au moins 3 fois par an sur convocation du</p>	Art. D.311-3 à 32-1 CASF	<b>Prescription 2 :</b> Transmettre les comptes rendus des réunions CVS de 2022, et la programmation de 2023.	<b>Immédiat</b>	[REDACTED]	Prescription 2 maintenue Jusqu'à la transmission de la programmation

Président conformément aux dispositions de l'article D.311-16 du CASF.				[REDACTED]	des réunions de CVS pour 2024.  Délai : 3 mois
<b>Ecart 3 :</b> Le contrat du médecin coordonnateur de l'EHPAD n'a pas été transmis ce qui ne permet pas de vérifier la conformité à l'article D. 312-159-1 du CASF.	Art. D. 312-159-1 du CASF HAS, « Plan personnalisé de coordination en santé », 2019	<b>Prescription 3 :</b> Le médecin coordonnateur doit disposer d'un contrat de travail, conformément à l'article 312-159-1 du CASF. Transmettre le document à l'ARS.	<b>Immédiat</b>	[REDACTED]	Prescription 3 levée
<b>Ecart 4 :</b> Le temps d'ETP du médecin coordonnateur ([REDACTED] ETP au lieu de 0,40 ETP) contrevient à l'article D312-156 du CASF.	Art. D.312-156 du CASF	<b>Prescription 4 :</b> Se mettre en conformité à la réglementation.	<b>Effectivité 2024</b>	[REDACTED]	La mission prend note des éléments communiqués par la structure, cependant la Prescription 4 est réglementairement maintenue.  Effectivité 2024-2025



				<div></div> <div></div> <div></div> <div></div> <div></div> <div></div> <div></div> <div></div> <div></div>	
<b>Ecart 6 :</b> La structure déclare que le projet d'établissement ne comprend pas un volet projet général médical décrivant les besoins de la population accueillie, les objectifs fixés pour améliorer la qualité et la sécurité des soins, ce qui contrevient aux dispositions de l'article D.311-38 du CASF.	Art. D.311-38 du CASF  Art. D.312-155-3 alinéa 1° du CASF	<b>Prescription 6 :</b> Veiller à intégrer dans le projet d'établissement, le volet médical.	6 mois	<div></div> <div></div> <div></div> <div></div> <div></div> <div></div> <div></div> <div></div>	Prescription 6 maintenue jusqu'à transmission du nouveau projet d'établissement.  Effectivité 2025-
<b>Ecart 7 :</b> La structure déclare ne pas avoir signé des conventions de partenariat avec un (ou plusieurs) établissement d'hospitalisation en court séjour, ce qui contrevient aux dispositions de l'article D.312-155-0 du CASF.	Article D.312-155-0 modifié par Décret n°2022-731 du 27 avril 2022 - art.1 - 5 <sup>ème</sup> alinéa	<b>Prescription 7 :</b> Etablir une convention avec un ou plusieurs établissements d'hospitalisation en court séjour.	6 mois	<div></div> <div></div> <div></div> <div></div> <div></div> <div></div> <div></div>	Prescription 7 maintenue  Effectivité fin 2024

Tableau des remarques et des recommandations retenues

Remarques (15)	Référence réglementaire	Nature de la mesure attendue	Proposition de délai de mise en œuvre à compter de la réception du courrier de clôture de la procédure contradictoire	Réponse de l'établissement	Recommandation retenue par le Directeur Général de l'ARS
<b>Remarque 1 :</b> L'absence de transmission du planning des astreintes ne permet pas à la mission de s'assurer de la continuité de service		<b>Recommandation 1 :</b> Formaliser / Mettre en œuvre / Diffuser l'organisation de la permanence de direction. Transmettre le document à l'ARS.	2 mois	<div>████████████████████</div> <div>████████████████████</div> <div>████████████████████</div> <div>████████████████████</div> <div>████████████████████</div> <div>████████████████████</div> <div>████████</div>	Recommandation 1 maintenue  Effectivité 2024
<b>Remarque 2 :</b> La structure déclare que L'IDEC n'a pas bénéficié de formation spécifique d'encadrement avant d'accéder à ce poste.	HAS, « Plan personnalisé de coordination en santé », 2019	<b>Recommandation :</b> Engager l'IDEC dans une démarche de formation d'encadrement. Transmettre à l'ARS l'attestation d'entrée en formation de l'IDEC.	Effectivité 2024	<div>████████████████████</div> <div>████████████████████</div> <div>████████████████████</div> <div>████████████████████</div> <div>████████████████████</div>	Recommandation 2 maintenue  Effectivité 2024
<b>Remarque 3 :</b> La structure déclare ne pas organiser de RETEX suite à l'analyse des dysfonctionnements et des EIGS.		<b>Recommandation 3 :</b> Mettre en place des RETEX et les formaliser.	6 mois	<div>████████████████████</div>	Recommandation 3 maintenue  Délai : 6 mois





communication avec les familles.		communication avec les familles.		<div>████████████████████</div> <div>████████████████████</div> <div>████████████████████</div> <div>████████████████████</div>	
<b>Remarque 8 :</b> La structure déclare l'absence d'une procédure de prévention du risque iatrogénie.	ANESM - Juin 2017 (Prise en charge médicamenteuse en EHPAD)	<b>Recommandation 8 :</b> La structure est invitée à élaborer et mettre en œuvre une procédure de prévention du risque iatrogénie.	6 mois	<div>████████████████████</div> <div>████████████████████</div> <div>████████████████████</div> <div>████████████████████</div> <div>████████████████████</div> <div>████████████████████</div> <div>████████████████████</div>	Recommandation 8 maintenue  Effectivité décembre 2024
<b>Remarque 9 :</b> Les éléments communiqués par la structure ne permettent à la mission de s'assurer de l'existence des procédures de bonnes pratiques médico-soignantes gériatriques suivantes : Troubles du transit, Nutrition/dénutrition, Déshydratation, Escarres et plaies chroniques, Etat bucco-dentaire, Troubles du sommeil, Dépression, Ostéoporose et activité physique.	Guide HAS Novembre 2021 (Diagnostic de la dénutrition chez la personne de 70 ans et plus)	<b>Recommandation 9 :</b> Elaborer et mettre en place les procédures citées en remarque. Transmettre la liste actualisée des procédures à l'ARS.	Effectivité 2024	<div>████████████████████</div> <div>████████████████████</div> <div>████████████████████</div> <div>████████████████████</div> <div>████████████████████</div>	Recommandation 9 maintenue  Effectivité fin 2024

<p><b>Remarque 10 :</b> L'absence de réponse ne permet pas à la mission de vérifier l'organisation des accès aux consultations de spécialistes pour le suivi des pathologies somatiques chroniques de ses résidents.</p>		<p><b>Recommandation 10 :</b> Bien vouloir répondre à la question posée.</p>	Immédiat	<p>[REDACTED]</p>	Recommandation 10 levée
<p><b>Remarque 11 :</b> L'absence de réponse ne permet pas à la mission de vérifier l'existence des accès aux plateaux techniques de la biologie et de l'imagerie.</p>		<p><b>Recommandation 11 :</b> Bien vouloir répondre à la question posée.</p>	Immédiat	<p>[REDACTED]</p>	Recommandation 11 levée



		de soins palliatifs (EMSP).		<div></div> <div></div> <div></div>	
<b>Remarque 15 :</b> L'absence de réponse de la structure ne permet pas à la mission de vérifier l'existence d'une convention avec les HAD au jour dit.		<b>Recommandation 15 :</b> La structure est invitée répondre à la question demandée.	Immédiat	<div></div> <div></div> <div></div> <div></div> <div></div> <div></div> <div></div> <div></div> <div></div> <div></div> <div></div>	La mission prend en compte l'argumentaire de la structure  Recommandation 15 maintenue jusqu'à la possibilité de faire une convention.